

LA LETTRE D'A.R.G.O.S.

Action pour le Renouveau du Gaullisme La Voix du Gaullisme Social

Avril 2004 : n° 32

Editorial

le retour des 43

Il y a 30 ans, 43 parlementaires de la majorité gaullo-pompidolienne se prononçaient, à l'instigation de Jacques Chirac, en faveur de Valéry Giscard d'Estaing pour les élections présidentielles à venir : ils poignardaient ainsi la candidature de Jacques Chaban-Delmas que venaient pourtant d'investir les instances régulières du mouvement gaulliste et, sans que l'opinion publique s'en aperçût encore clairement, ouvraient le processus qui allait, par étapes, mettre fin à l'expression d'un gaullisme politique.

En ce mois d'avril 2004, où l'on honore beaucoup d'anniversaires, peut-on, sans rancunes dépassées ni vaines nostalgies, dresser un rapide bilan de ce qui s'est passé, depuis lors, pour les deux protagonistes de l'alliance de 1974, et pour la France ?

Que s'est-il passé pour la France ? Notre pays a été confronté à la fin de la guerre froide, au déclin des « Trente glorieuses », aux incertitudes européennes, à l'affirmation arrogante de la prépondérance américaine, aux tensions sociales qui ont rempli périodiquement nos rues. Pendant ces années, des hommes de bonne volonté et de talent ont travaillé pour la nation, même si l'élan de la Ve République s'est progressivement affaibli, grâce au maintien, bon an mal an, des institutions et à une politique étrangère dont la nécessité reste présente au cœur du peuple.

Quels ont été les apports de M. Giscard d'Estaing à notre commune Histoire ? Une tentative de

modernisation, au nom d'un libéralisme « avancé », des structures et des mœurs de la population, et de réels progrès dans la construction d'une Europe du possible, en partie contredits par un projet de « constitution » à bien des égards inquiétant.

Que peut-il encore arriver à M. Chirac ? En utilisant à temps et à contre-temps le terme ambigu de « réforme », les troupes de l'U.M.P. vont tenter de survivre au chaos actuel : le pourront-elles avec des institutions rongées par des phénomènes de « Cour » et de plus en plus déconnectées de la sanction, donc de la confiance, populaire que leur avait données De Gaulle ; avec un handicap moral rémanent ; avec une politique économique et financière frôlant dangereusement le gouffre de la faillite ; avec une situation sociale potentiellement explosive ?

Le pire n'est jamais sûr. Sans être obsédé par la symbolique des chiffres, il faut bien constater qu'un gouvernement de 43 membres – entourant un premier ministre déjà désavoué – va devoir faire face, en quelques semaines, à toutes ces urgences, alors que la cruelle ironie de quelques-uns de ses « alliés » lui promet le sort infortuné du Titanic... Mais, d'un « 43 » à l'autre, le naufrage est-il inéluctable ? Dans l'intérêt du pays et, notamment, des plus fragiles de nos concitoyens, nous ne le souhaitons pas.

Jean CHARBONNEL
Ancien ministre

“ *La France, c'est
tous les Français.*

*Ce n'est pas la gauche,
la France.*

*Ce n'est pas la droite,
la France. ”*

Charles de Gaulle
16 décembre 1965

“ *J'entreprendrai... de faire changer, partout où il le faut, des structures étroites et périmées
et ouvrir plus largement la route au sang nouveau de la France.*

Charles de Gaulle - 24 mai 1968.

NOTRE MEMOIRE

notre Mémoire

La déclaration émanant des responsables des mouvements de Résistance et des responsables des partis politiques républicains allait s'avérer décisive pour opérer, à Alger puis sur le territoire métropolitain, le rassemblement de la France combattante derrière le général de Gaulle :

«Le Conseil de la Résistance, réuni quelque part en France occupée le 25 mai 1943, constate avec une joie immense la libération totale de l'Afrique du Nord, par la victoire des armées alliées, anglaises, américaines et françaises.

Cette victoire, venant après les magnifiques succès remportés par l'armée de l'Union soviétique, apporte aux Français qui luttent sur le sol national une grande espérance.

Le Conseil s'incline avec piété devant tous ceux qui sont tombés. Il félicite et il remercie les combattants et leurs chefs. Il dit son admiration à tous. Il adresse une pensée particulière de reconnaissance et d'affection à ceux qui ont vaincu sous le drapeau de la France...

La France, déjà présente sur tous les fronts, aspire à rentrer plus intensément encore dans la guerre libératrice et à y jeter toutes les ressources de son Empire libéré.

Pour atteindre pleinement son but, il faut qu'elle ait, au plus tôt, un gouvernement unique et fort qui coordonne et qui ordonne, affirmant aux yeux du monde son prestige retrouvé de grande nation.

Le Conseil considère comme inadé-

quate l'institution à cet effet d'un simple Comité exécutif, surtout s'il devait comporter une dualité de direction incompatible avec les nécessités de la guerre et l'ampleur de sa mission.

La France ne peut concevoir que la création d'un véritable gouvernement, provisoire certes, mais en ayant toutes les formes et toute l'autorité, répudiant une fois pour toutes, officiellement et dans les faits, la dictature de Vichy, ses hommes, ses symboles, ses prolongements. Elle entend que ce gouvernement – c'est le devoir du Conseil de l'affirmer avec netteté – soit confié au général de Gaulle qui fut l'âme de la Résistance aux jours sombres et qui n'a cessé depuis le 18 juin 1940 de préparer en pleine lucidité et en pleine indépendance la renaissance de la Patrie détruite, comme des libertés républicaines déchirées.

Elle souhaite ardemment que le général Giraud, qui a préparé et assuré avec les Alliés la victoire en Afrique du Nord, prenne le commandement de l'armée française resuscitée.

Ainsi seront réalisées techniquement et moralement les conditions nécessaires à l'unité de toutes les Forces françaises combattantes, instrument indispensable de la libération et de la résurrection de notre pays.

Le Conseil tient à proclamer aujourd'hui la nécessité de cette solution conforme à la volonté de la France.

Il tient pour assuré que cette volonté parfaitement claire sera traduite sans délai et sans mutilation, comme l'exigent, au nom de la France, tant de sacrifices obscurs et tant de sang répandu» ■

Communiqué

Le collectif d'ARGOS rappelle ce qu'il a été un des premiers à réclamer : en raison de la gravité des choix qui vont être proposés à la France dans le projet de «constitution européenne» mis au point par M. Giscard d'Estaing, il est indispensable qu'un vaste débat soit engagé à ce propos dans l'opinion nationale, non seulement au Parlement mais aussi chez tous les Français par voix de REFERENDUM.

DIALOGUES

Dialogues



1 *Que pensez-vous de l'évolution de l'affaire irakienne ?*

La Lettre d'Argos : La situation se modifiant tous les jours, il est difficile de procéder, en ce mois d'avril 2004, à un pronostic raisonnable.

Disons seulement que les Américains et leurs «alliés» de la Coalition – pour qualifier, sans volonté de caricaturer leurs subordonnés – ont ouvert à cette occasion une véritable boîte de Pandore dont tous les maux sont en train de s'échapper. La position ferme mais ouverte jusqu'au bout au dialogue et à la paix qu'avaient adoptée la France, l'Allemagne et la Russie s'en trouve d'autant plus confrontée aujourd'hui. Mais il est à craindre qu'aucune inflexion significative ne puisse être donnée, cette année, à la course à l'abîme dans laquelle les Etats-Unis, par la faute de M. Bush et de son équipe, se sont engagés, en raison des pesanteurs de la campagne électorale américaine. C'est un motif de plus pour souhaiter, dans cette compétition qui nous concerne tous, la victoire de M. Kerry.

2 *Et des prochains rendez-vous européens ?*

La Lettre d'Argos : Normalement, nous devrions approcher de la minute de

vérité. Mais l'évolution de la situation intérieure dans plusieurs pays européens, de la Grèce à l'Espagne en passant – qu'on le veuille ou non – par la France, risque d'engendrer de nouvelles incertitudes.

Quant à nous, nous n'avons aucune raison de modifier notre position : oui à la construction progressive d'une Confédération européenne ; non aux processus compliqués et virtuellement fédéralistes prévus dans le projet proposé par M. Giscard d'Estaing. D'autant que les discussions officieuses en cours restent, pour le moment, muettes sur la mise en place, si nécessaire pourtant, d'un volet social qui compléterait un édifice resté inachevé.

3 *Comment interprétez-vous le succès que rencontrent en ce moment les ouvrages que l'amiral de Gaulle vient de consacrer à son père ?*

La Lettre d'Argos : Comme un événement important et, bien entendu, positif. Au milieu de la marée de médiocrités qui nous submerge actuellement, de nombreux Français montrent ainsi qu'ils n'ont pas oublié l'homme du 18 juin et le fondateur de la Ve République, et qu'ils gardent la nostalgie des années de stabilité, de progrès et de grandeur que De Gaulle a procurées à la nation.

Certes, comme tous les témoignages, quel que soit leur auteur, celui que l'Amiral vient d'apporter sur la personne et l'action du Général a suscité et suscitera encore des controverses. Rien n'est plus naturel. Il appartiendra, le moment venu, à l'Histoire d'avoir le dernier mot.

Pour notre part, nous espérons que celle-ci prenne en compte tous les aspects d'une personnalité hors du commun, qui appartient maintenant à chaque Français, sans que quiconque ait le droit de l'annexer ou de l'interpréter à son profit. Plus que jamais le gaullisme doit demeurer le bien commun de tous nos compatriotes, sans devenir le faire-valoir intermittent de quelques-uns.

4 *Faites-vous allusion au conglomérat de l'U.M.P ?*

La Lettre d'Argos : Oui. Mais l'analyse mérite d'être précisée et élargie.

L'U.M.P repose en principe sur trois pieds, qu'exprimeront peut-être demain un certain nombre de courants.

L'un, d'origine centriste, rassemble des élus qui ont accepté de se fondre dans cette Union plutôt que de prolonger, dans l'U.D.F maintenue, le combat des démocrates chrétiens et des radicaux qui avaient tenté, après 1979, de se distinguer du rassemblement chiraquien du R.P.R. Mais le pari de MM. Barrot et Méhaignerie se trouve aujourd'hui compromis par la résistance, renforcée par les élections régionales, de M. Bayrou et de ses partisans. Les centristes de l'U.M.P seront-ils capables de préférer longtemps la discipline de M. Juppé au rappel de leurs origines ? Rien n'est moins sûr.

En revanche, le camp «libéral» de l'Union qu'affirme M. Alain Madelin avec une assurance renouvelée a pour lui la logique des choix opérés depuis de longues années par M. Chirac et l'appui du patronat : le poids des libéraux vient d'ailleurs d'être accru au sein de la dernière version du gouvernement de M. Raffarin. Mais cette droite de la droite ne risque-t-elle pas, tôt ou tard, d'entrer en conflit avec l'inflexion «sociale» que le président de la République semble vouloir donner à son

action ? Les grandes décisions que le pouvoir va devoir prendre seront déterminantes à cet égard.

Quant aux troupes qui, à nouveau, se disent «gaullistes», il convient d'y distinguer deux tendances.

Celle qu'anime M. Dupont-Aignan est certainement la plus authentique : mais sa double revendication d'une politique européenne proche du souverainisme et d'une plus grande transparence dans l'organisation du parti, la rend très minoritaire.

Quant aux godillots du chiraquisme, ils se cherchent manifestement un souffle qui leur a cruellement manqué depuis deux ans. Le trouveront-ils un jour ? Ce que nous pouvons leur dire dès maintenant, c'est qu'ils n'auront aucune chance d'y parvenir tant qu'ils ne seront pas revenus aux principes fondateurs de ce qui a été le véritable gaullisme politique sur les plans institutionnel, international, économique, social ; c'est-à-dire comme la fraction populiste d'un rassemblement des droites.

De ces contradictions, de ces hésitations, à la recherche d'une difficile quadrature du cercle, M. Sarkozy sera-t-il capable de tirer une force cohérente et rapidement opérationnelle, alors que les périls s'accumulent sur la route de la nation ? L'avenir – un proche avenir – nous le dira ■

*A nos abonnés
A nos lecteurs*

Nous rappelons que notre Lettre ne peut poursuivre son action qu'avec l'aide de ceux qui la lisent et veulent bien l'apprécier. C'est pourquoi, nous nous permettons de demander à nos abonnés de renouveler leur geste d'amitié et à tous ceux à qui nous faisons le service de notre publication de prendre un abonnement. Nous souhaitons aussi qu'ils acceptent, les uns et les autres, de nous signaler les personnes ou les associations que notre Lettre pourrait intéresser, afin d'accroître encore son audience. D'avance, nous les en remercions.

Directeur de la publication :
Jean CHARBONNEL

Abonnement :
Chèques à l'ordre d'ARGOS
5 numéros par an : 30
Abonnement de soutien : à partir de 76

Rédaction :
14, rue Dupont des Loges - 75007 PARIS

Imprimerie :
CHAISTRUSSE s.a.
19105 BRIVE
Dépôt légal : Avril 2004, n° 7784